

Constitué d'un noyau dur franco-britannique, il jetterait les bases d'une défense européenne autonome.

L'Europe de la défense est morte! Vive la défense européenne! Pour la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, il est grand temps que les Européens réagissent afin de rééquilibrer leur relation avec les États-Unis et se doter d'un «outil collectif de défense». Pour cela, il faut faire table rase du passé. *«Depuis 2003 et le lancement du programme d'Airbus A400M, l'Europe de la défense est en panne»*, constate Jacques Gautier, Sénateur UMP des Hauts-de-Seine, un des quatre auteurs du rapport du Sénat intitulé *«Pour en finir avec l'Europe de la défense. Vers une défense européenne»*. Les sénateurs veulent apporter leur pierre au futur conseil de défense européen prévu fin 2013.

«Au Mali, les conditions étaient réunies pour déployer un groupement tactique de l'UE. C'était un test pour l'Europe et elle l'a raté. Il n'y a plus en Europe de capacité militaire autonome, ni de volonté politique. Et la crise, au lieu de rapprocher les États, les éloigne les uns des autres», poursuit Jacques Gautier. Certes, il existe l'Otan que la France a rejoint mais *«l'articulation avec l'UE est mauvaise»*. Et les États-Unis, principal contributeur de l'Otan, se retirent peu à peu - l'Europe est pour eux un marché - pour se concentrer sur leur frontière Pacifique.

Le Sénat prône la création d'un **Eurogroupe de la défense** qui, sur le modèle de celui dédié aux finances, coordonnerait la politique militaire européenne. *«Il aurait pour noyau dur l'accord franco-britannique de Lancaster House. C'est une base de départ solide. L'Allemagne et l'Italie doivent en faire partie»*, explique Xavier Pintat, sénateur UMP de la Gironde.

Ce conseil des ministres de la Défense doté d'une *«présidence stable»*, devrait élaborer un livre blanc à l'échelle de l'Union, définir des programmes communs et doter l'Europe d'une véritable capacité autonome de défense. La mise en œuvre des programmes serait confiée à l'Agence européenne de l'armement. Ce futur Pentagone européen serait issu du rapprochement entre deux organismes existants : l'Agence européenne de défense et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement.

À court terme, le Sénat préconise l'adoption d'une feuille de route par le conseil de défense, afin de mutualiser plusieurs capacités critiques : le ravitaillement en vol, la maintenance de l'A400M, les drones, l'espace militaire et la cyberdéfense. Il est également crucial de lancer un programme de drones de surveillance afin que l'Europe *«ne rate pas les drones de 3e génération»*, résume Jacques Gautier.

Malgré la crise et les budgets sous tension, l'Union dépense encore 175 milliards d'euros par an dans sa défense. Mais cet effort est dilué et l'argent gaspillé. *«On compte 17 programmes de blindés et 7 de frégates en Europe»*, note André Vallini, sénateur PS de l'Isère. *«En mutualisant les dépenses, on économiserait 10 milliards d'euros sur dix ans dont 1,8 milliard dans le spatial militaire, 2,3 milliards dans les navires de surface et 5,5 milliards dans les blindés»*, poursuit-t-il.

À défaut de réagir, l'Europe sera démunie et déclassée face à un allié américain qui regarde ailleurs, à des menaces à sa porte et au reste du monde qui se réarme. Selon le cabinet IHS'Janes, avec 521 milliards de dollars, le budget militaire de l'Asie-Pacifique aura dépassé

celui des États-Unis (472 milliards de dollars) d'ici à 2021